

Rapport du GIEC : changeons le système, pas le climat ! Quelles solutions face à l'urgence ?

samedi 27 octobre 2018, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2018).

L'expertise du GIEC alerte sur l'ampleur du changement climatique. Mais ses propositions (nucléaire, géo-ingénierie) sont biaisées par la soumission de la recherche aux impératifs capitalistes de la croissance et du profit. Sauver le climat impose de socialiser le secteur énergétique pour planifier un système 100 % renouvelable sans fossile ni nucléaire, d'éliminer les productions inutiles ou nuisibles, d'en finir avec l'obsolescence programmée et les transports de marchandises qui servent à maximiser les profits des multinationales, d'abandonner l'agrobusiness pour une agriculture écologique et paysanne assurant la souveraineté alimentaire...

Sommaire

- [Géo-ingénierie : le remède \(...\)](#)
- [L'électricité nucléaire ? \(...\)](#)
- [Du dieselgate à la voiture \(...\)](#)
- [Sortir du tout-auto. Et vite !](#)
- [L'agriculture paysanne, \(...\)](#)
- [Et l'emploi ?](#)
- [Produire moins, vivre et \(...\)](#)
- [Prendre les moyens de décider](#)
- [Écosocialisme ou barbarie](#)

Le rapport du GIEC

Le rapport spécial du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), publié le 8 octobre, répond à une demande de la COP21 d'évaluer l'impact d'un réchauffement de 1,5 °C de la température de la Terre et la différence avec un réchauffement de 2 °C. Le « résumé à l'attention des décideurs » devra servir de base aux négociations de la COP24 qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2018 à Katowice en Pologne. Bien que tempéré par la négociation entre États et limité aux éléments mesurables, le rapport donne entièrement raison à celles et ceux – petits États insulaires, pays les moins avancés, scientifiques et militantEs pour le climat – qui se sont battus pour la limite des 1,5 °C. La différence entre 1,5 et 2 °C, ce sont 10 millions de personnes en plus menacées par la montée des océans. À 1,5 °C, c'est la perte de plus de la moitié de l'habitat naturel pour 4 % des vertébrés, 6 % des insectes et 8 % des plantes, contre respectivement 8 %, 18 % et 16 % à 2 °C. Ce sont aussi des vagues de chaleur et des pluies torrentielles plus fréquentes et plus intenses, des rendements des cultures céréalières plus faibles, une destruction encore plus

dramatique des récifs coralliens...

Selon de récentes recherches, le seuil de basculement vers une « planète étuve » pourrait même être franchi à 2 °C. Tout doit être mis en œuvre pour que la limite de 1,5 °C maximum soit respectée.

Géo-ingénierie : le remède pire que le mal

Le rapport du GIEC estime qu'il sera très difficile, voire impossible, de rester en dessous des 1,5 °C, il évoque donc le scénario d'un « dépassement temporaire », compensé par un refroidissement dans la seconde moitié du siècle, grâce à des « technologies à émissions négatives » et à la géo-ingénierie. Ce scénario est très dangereux. Le dépassement temporaire pourrait provoquer des basculements de grande ampleur, non linéaires et irréversibles, tels que la dislocation brusque de parties importantes des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, entraînant une hausse de plusieurs mètres du niveau des océans. Ces basculements pourraient déclencher des effets en cascade poussant le système Terre dans un réchauffement qui s'auto-alimente. De plus, comme le souligne le Manifeste contre la géo-ingénierie :

« Les effets des projets de géo-ingénierie d'élimination du dioxyde de carbone (y compris les monocultures d'arbres et les plantations de biomasse à grande échelle) sont extrêmement nocifs pour la terre, l'eau, la biodiversité, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance traditionnels. La capture et stockage du CO₂ (CCS) vise à servir l'industrie des combustibles fossiles et à la perpétuer. De plus, la bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) amplifierait énormément les plantations, disputant les terres nécessaires à la production alimentaire, menaçant la sécurité alimentaire et la biodiversité. D'autres techniques d'élimination du dioxyde de carbone, telles que la fertilisation des océans perturberaient la chaîne alimentaire marine et créeraient dans les océans des zones mortes, privées d'oxygène. »

L'électricité nucléaire ? Une fausse solution... qui prépare d'autres catastrophes

Pour EDF et ORANO (ex-AREVA), le nucléaire, énergie « décarbonée », serait la solution pour « sauver la planète ». Mais avec 10,5 % de la production mondiale d'électricité et 4,5 % de la consommation d'énergie totale, le nucléaire est définitivement hors-jeu pour la révolution énergétique. Même en construisant partout des centrales, tout en multipliant les risques : accidents nucléaires, prolifération des déchets, radioactifs pendant des millénaires.

La loi de transition énergétique, votée en 2015 pour calmer les opinions publiques inquiètes, après Fukushima, du risque climatique, imposait de limiter à 50 % la part du nucléaire dans le « mix électrique » d'ici 2025. E. Philippe, ex-lobbyiste d'AREVA, veut en rester aux 75 % actuels. Abroger la loi aurait été dévastateur pour l'image « écolo » de Hulot ! Son successeur De Rugy, plus soucieux de sa carrière politique que de la survie de l'humanité, n'aura pas ces états d'âme. Fin octobre, il présentera la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie 2020-2035), qui fera la part belle au nucléaire. Exit donc l'objectif de 50 %, ce qui ouvre la voie à la prolongation des centrales de 40 à 60 ans et à la construction d'autres EPR. À la manœuvre, E. Philippe : sous couvert d'écologie, durcissement des normes sur les émissions de CO₂ des moteurs d'ici 2025 et augmentation de 30 % du prix des carburants en 2019. Message envoyé à Renault et PSA : passez à la voiture électrique ! Grâce à l'installation de bornes à recharge rapide, l'arrêt de Fessenheim (confirmé le 3 octobre) et d'autres centrales vieillissantes seraient compensés par la construction de nouveaux EPR. Cette

volonté de perpétuer le nucléaire civil et militaire entrainera inévitablement une aggravation des mesures d'austérité pour éviter, à coups de fonds publics, la banqueroute d'EDF et ORANO, en quasi-faillite. La seule solution réaliste est l'arrêt du nucléaire d'ici 10 ans en développant les énergies renouvelables et les économies, comme le propose le NPA (scénario détaillé dans notre brochure *Arrêt du nucléaire en moins de 10 ans, oui, c'est possible ! [1]*)

Du dieselgate à la voiture électrique, l'irresponsable fuite en avant

Les constructeurs veulent faire oublier le scandale du diesel, la double triche systématique dans laquelle ils sont tous impliqués : la première quand ils ont directement trafiqué la mesure d'émissions, la deuxième sur l'écart entre les conditions de tests en labo et la conduite réelle (-45 %). Aujourd'hui, ils veulent transformer la fin du diesel en opportunité de relance des ventes de voitures essence neuves.

La voiture électrique n'est pas la solution miracle qu'on nous dit : tout au long de son cycle de vie - extraction des matières premières pour les batteries, production d'électricité, construction des voitures, circulation et traitements des déchets - la voiture électrique engendre autant d'émissions de CO₂ que la voiture essence.

Les gouvernements et l'Union européenne encouragent cette fuite en avant.

Sortir du tout-auto. Et vite !

La part des émissions de CO₂ imputable aux transports motorisés est de 30 % au niveau mondial et dans cette part, l'usage de la voiture entre pour moitié. Le parc automobile mondial a dépassé 1 milliard en 2007, les constructeurs comptent bien atteindre le 2^e milliard en 2030. Le parc auto français est de 32 millions. Ces chiffres disent à eux seuls la démesure du capitalisme alors que les rapports du GIEC alarment depuis 1990. Les constructeurs veulent saturer les marchés chinois et indiens comme ils ont saturé les marchés occidentaux. Et dans ces « vieux marchés », 1/3 des voitures neuves sont des monstres SUV et pick-up à usage urbain. Comment s'étonner alors qu'en 2017, les émissions de CO₂ des véhicules neufs aient augmenté pour la première fois depuis 1995 en France ?

Un impératif absolu : la reconversion de tout le secteur auto

Un vice-président du GIEC estime que « limiter le réchauffement à 1,5 °C est possible selon les lois de la physique et de la chimie mais cela demandera des changements sans précédent ». On ne saurait mieux dire. La sortie du tout-auto doit s'imposer : reconversion générale du secteur vers des productions dédiées au transport en commun sans massacre social, c'est-à-dire en interdisant les licenciements, en garantissant la continuité des salaires, des qualifications et la cohésion des équipes de production. PSA et Renault s'opposeront bien sûr : il faudra les exproprier. Pour une nouvelle politique des mobilités, il faudra avoir le courage de s'affronter aux capitalistes du secteur, c'est incontournable. L'usage de la voiture individuelle sera un usage profondément modifié, diminué et partagé.

J'aime mon bus... gratuit !

La diminution du CO₂ dans l'atmosphère impose de réduire l'utilisation de la voiture. En ville, dans les zones périurbaines, le développement des transports en commun, du vélo, de la marche sera la solution, surtout si les bus, trams, trains sont gratuits. Partout où la gratuité des transports en

commun a été financée, les parkings se vident, les voitures restent au garage. Dunkerque, depuis le 1^{er} septembre, permet à 80 % des 200 000 habitantEs de l'agglomération d'être à moins de 20 minutes de la gare, à moins de 300 m d'un arrêt de bus. C'est la voie à suivre pour faire baisser nettement les émissions de CO₂ et particules nocives. La gratuité ça marche !

Les arguments des opposants ne tiennent pas la route. C'est économiquement faisable : 32 villes et agglomérations financent la gratuité en réorientant les budgets transports. Reste l'opposition idéologique : la gratuité serait synonyme de moindre qualité, de dégradations à venir, de non—responsabilisation. Les faits montrent le contraire. Moins de dégradations dans les bus, plus de courtoisie et de convivialité. Alors ? Ne serait-ce pas plutôt une opposition de principe liée au conditionnement à la société marchande ? Pensez, la gratuité c'est pour les pauvres ! C'est justement pour la remise en cause de la marchandisation, du profit, pour sa légitimation de l'intérêt collectif, sa réponse à un besoin social que nous défendons la gratuité : une petite touche anticapitaliste qui percute le système avant de le mettre KO.

L'agriculture paysanne, une solution face au réchauffement climatique

L'agriculture industrielle et la déforestation produisent ¼ des émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais, sorties du modèle de l'agro—business, l'agriculture et la forêt pourraient être des pompes à carbone efficaces, donc lutter contre le réchauffement climatique.

La capacité de stockage du carbone de l'agriculture n'a pas échappé aux capitalistes qui voudraient bien pouvoir mettre un prix à ces puits de carbone, pour en tirer profit comme ils l'ont fait avec le marché du carbone. Leur but est de sauvegarder une industrie mortifère tout en s'accaparant des fonds destinés à lutter contre le réchauffement climatique. Quitte à éliminer au passage les paysanEs !

Au contraire, l'agro—écologie peut réduire les GES grâce aux recours à l'azote organique : légumineuses, méthanisation des effluents d'élevage, agro—foresterie. Les arbres et les haies protègent et enrichissent les sols en carbone, réduisent le stress hydrique, offrent un abri naturel aux animaux d'élevage et sauvages, abritent la biodiversité. On ne parle pas ici d'une agro—écologie qui viendrait d'en haut, mais des agro—écologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie... et qui se basent sur la recherche initiée par les paysanEs et à laquelle ils et elles participent pleinement. Nous défendons une agriculture locale dont les buts ne sont ni les exportations ni la spéculation. De plus, la préservation de l'environnement et de la santé des paysanEs impose de ne pas utiliser d'intrants chimiques, à commencer par le glyphosate, et de préserver la biodiversité, meilleur rempart contre les maladies et les « ravageurs ». Le concept d'agriculture paysanne s'oppose aux hectares de serres de légumes bio, aux élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles dont le statut est proche de l'esclavage. Le passage de l'agro—industrie intensive vers l'agro—écologie paysanne aurait des implications immédiates sur l'environnement, puisque toutes les pollutions cesseraient immédiatement. L'agriculture ne contribuerait plus aux émissions de GES, tout en rendant sa vie au sol épuisé par les pratiques agricoles et la chimie, faisant remonter le taux d'humus (qui a chuté de 75 % en 50 ans). Les sols peuvent stocker le carbone, absorber celui déjà émis. Pour cela les techniques sont connues : limitation du travail du sol, couverts végétaux, intercultures, réintroduction des arbres au sein des cultures (agro—foresterie). Agriculture et climat sont complémentaires.

Et l'emploi ?

Trop nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui perdent leur santé et leur vie à la gagner. La première mesure est de réduire collectivement et radicalement le temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences et de l'intensité du travail et des embauches proportionnelles.

SalariéEs, nous revendiquons à la fois un salaire qui nous permette de vivre et un travail utile et épanouissant. Si des productions doivent s'arrêter pour préserver l'avenir, ce n'est pas aux salariéEs d'en faire les frais et d'être licenciés. Dans tous les cas, l'entièreté de leurs salaires et de leurs droits sociaux doivent être maintenus jusqu'à un nouvel emploi ou la retraite. Ils et elles doivent aussi avoir le droit de proposer, car ils et elles sont les mieux -placés, une reconversion dans une production alternative utile sous leur contrôle. La révolution écologique nécessite de nombreux emplois notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de l'isolation-rénovation des bâtiments, de la sortie du « tout-automobile », du recyclage des déchets de l'agro-écologie, de la réparation des écosystèmes...

Produire moins, vivre et travailler mieux !

Beaucoup de productions sont inutiles. Leur suppression ne dégraderait en rien notre confort, au contraire ! Commençons par interdire la publicité, grande consommatrice d'énergie et fabricante de faux besoins impossibles à satisfaire. Imposer que tout produit soit de bonne qualité, réparable et entièrement recyclable en fin de vie (le plus tard possible), mettrait un frein au gaspillage et à la surconsommation dues à l'obsolescence programmée qui fait qu'un équipement est jeté et remplacé à la fin de la garantie.

Des secteurs entiers sont à la fois énergivores, polluants, dangereux et nuisibles, comme l'industrie d'armement, le nucléaire, les pesticides ou les engrais chimiques : ils doivent être supprimés. D'autres, comme l'automobile ou le transport de marchandises, doivent être fortement réduits et transformés.

Prendre les moyens de décider

On ne sauvera pas le climat en laissant les capitalistes décider. La concurrence « libre et non faussée » pour le profit est le moteur du capitalisme. Elle implique de produire toujours plus sans limite. Ce productivisme est incompatible avec la finitude de la Terre et des ressources, et avec la nécessité absolue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les grands groupes capitalistes doivent être expropriés pour laisser place au débat et aux décisions démocratiques afin de produire pour satisfaire les besoins en prenant soin de la planète.

La socialisation du secteur énergétique est le seul moyen de mener rapidement la transition vers un système renouvelable, décentralisé et efficient. La socialisation du secteur du crédit est indispensable pour disposer des ressources financières nécessaires aux investissements de la transition. Il faut aussi mettre fin à l'appropriation privée des ressources naturelles (sols, eaux, forêts, vents, solaire, géothermie, ressources marines...) et des ressources du savoir.

Exproprier ne suffit pas. Des entreprises (anciennement) nationalisées (EDF, Renault ou Elf), ou l'URSS, qui a largement contribué au désastre écologique, en sont la preuve.

La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises mais concerner aussi le travail et

l'autogestion de la production. Décentralisation et planification démocratiques doivent permettre à la fois de décider collectivement au plus près avec les usagerEs et de coordonner de manière juste et solidaire les choix de production et de transport.

Écosocialisme ou barbarie

La question climatique est une question sociale majeure. Les changements de comportement individuels, s'ils sont indispensables, ne suffiront pas à modifier la donne. Une puissante mobilisation mondiale des mouvements environnementaux, syndicaux, paysans, féministes et indigènes est nécessaire et urgente.

Nous avons besoin d'un mouvement pour la justice climatique capable d'imposer des mesures de rupture radicales, une révolution écosocialiste. C'est bien tout le système de production et de consommation qu'il faut changer. Les Marches pour le climat sont un début.

Il n'est plus suffisant de s'indigner et de faire pression sur les décideurs, il faut construire la convergence des luttes, descendre dans la rue par millions, bloquer les investissements fossiles et tous les projets inutiles et destructeurs imposés aux populations, stopper les accaparements de terres et le militarisme, s'investir activement dans le soutien aux paysanEs, jeter les bases de pratiques sociales qui sortent du cadre capitaliste...

Des victoires sont possibles contre les bétonneurs, comme à Notre-Dame-des-Landes, contre l'industrie du charbon à Hambach (Allemagne) où la mobilisation a imposé l'arrêt du déboisement de la forêt ancienne par l'avancée d'une mine de lignite. Ces victoires sont le résultat de larges convergences, de la détermination, de la radicalité, de la -créativité démocratique...

Chaque victoire, chaque avancée partielle compte. Parce que nous avons besoin de victoires, même partielles, et parce qu'elles mettent en pratique l'autonomie et l'auto-organisation qui sont des préconditions nécessaires et décisives à une transformation radicale du monde, à l'auto-émancipation des exploitésEs et des opprimésEs. Elles montrent qu'un autre monde, écosocialiste, est possible.

Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA.

P.-S.

• Créé le Mercredi 24 octobre 2018, mise à jour Samedi 27 octobre 2018, 11:29 :
<https://npa2009.org/actualite/ecologie/rapport-du-giec-changeons-le-systeme-pas-le-climat>

Notes

[1] https://npa2009.org/sites/default/files/sortir_du_nucleaire-site.pdf